

Crise, capitalisme, libéralisme...

Écrit par Les Réseaux du Parvis

Mardi, 29 Décembre 2009 14:22

L'ENSEMBLE DES CRISES

ONT UNE CAUSE COMMUNE

Le monde a besoin d'alternatives et pas seulement de régularisations. Il ne suffit pas de réaménager un système, il s'agit de le transformer. C'est un devoir moral, et, pour le comprendre, adopter le point de vue des victimes permet à la fois de faire un constat et d'exprimer une conviction ; le constat que l'ensemble des crises, financière, alimentaire, énergétique, hydrique, climatique, sociale, relèvent d'une cause commune, et la conviction que nous pouvons transformer le cours de l'histoire.

Le constat

Quand 850 millions d'êtres humains vivent sous la barre de la pauvreté et que leur nombre augmente, quand chaque vingt-quatre heures, des dizaines de milliers de gens meurent de faim, quand disparaissent jour après jour des ethnies, des modes de vie, des cultures, mettant en péril le patrimoine de l'humanité, quand le climat se détériore et que l'on se demande s'il vaut encore la peine de vivre à la Nouvelle-Orléans, au Sahel, dans les Iles du Pacifique, en Asie centrale ou en bordure des océans, on ne peut se contenter seulement de parler de crise financière. Déjà les conséquences sociales de cette dernière sont ressenties bien au-delà des frontières de sa propre origine : chômage, cherté de la vie, exclusion des plus pauvres, vulnérabilité des classes moyennes et allongement dans le temps de la liste des victimes. Soyons clairs, il ne s'agit pas seulement d'un accident de parcours

ou d'abus commis par quelques acteurs économiques qu'il faudra sanctionner, nous sommes confrontés à une logique qui parcourt toute l'histoire économique des deux derniers siècles. De crises en régulations, de dérégulations en crises, le déroulement des faits répond toujours à la pression des taux de profit : en hausse on dérégule, en baisse on régule, mais toujours en faveur de l'accumulation du capital, elle-même définie comme le moteur de la croissance. Ce que l'on vit aujourd'hui n'est donc pas nouveau. Ce n'est pas la première crise du système financier et certains disent que ce ne sera pas la dernière.

Cependant, la bulle financière créée au cours des dernières décennies, grâce, entre autres, au développement des nouvelles technologies de l'information et des communications, a surdimensionné toutes les données du problème. L'économie est devenue de plus en plus virtuelle et les différences de revenus ont explosé. Pour accélérer les taux de profits, une architecture complexe de produits dérivés fut mise en place et la spéculation s'est installée comme un mode opératoire du système économique. Cependant, ce qui est nouveau, c'est la convergence de logique entre les dérèglements que connaît aujourd'hui la situation mondiale.

La crise alimentaire en est un exemple. L'augmentation des prix ne fut pas d'abord le fruit d'une moindre production, mais bien le résultat combiné de la diminution des stocks, de manoeuvres spéculatives et de l'extension de la production d'agrocultures. La vie des personnes humaines a donc été soumise à la prise de bénéfices. Les chiffres de la bourse de Chicago en sont l'illustration.

La crise énergétique, quand à elle, va bien au delà de l'explosion conjoncturelle des prix du pétrole. Elle marque la fin du cycle de l'énergie fossile à bon marché (pétrole et gaz) dont le maintien à un prix inférieur provoqua une utilisation inconsidérée de l'énergie, favorable à un mode de croissance accéléré, qui permit une rapide accumulation du

capital à court et moyen terme. La surexploitation des ressources naturelles et la libéralisation des échanges, surtout depuis les années 1970, multiplièrent le transport des marchandises et encouragèrent les moyens de déplacement individuels, sans considération des conséquences climatiques et sociales. L'utilisation de dérivés du pétrole comme fertilisants et pesticides se généralisa dans une agriculture productiviste. Le mode de vie des classes sociales supérieures et moyennes se construisit sur le gaspillage énergétique. Dans ce domaine aussi, la valeur d'échange prit le pas sur la valeur d'usage.

Aujourd'hui, cette crise risquant de nuire gravement à l'accumulation du capital, on découvre l'urgence de trouver des solutions. Elles doivent cependant, dans une telle perspective, respecter la logique de base : maintenir le niveau des taux de profit, sans prendre en compte les externalités, c'est-à-dire ce qui n'entre pas dans le calcul comptable du capital et dont le coût doit être supporté par les collectivités ou les individus. C'est le cas des agrocarburants et de leurs conséquences écologiques (destruction, par la monoculture, de la biodiversité, des sols et des eaux souterraines) et sociales (expulsion de millions de petits paysans qui vont peupler les bidonvilles et aggraver la pression migratoire).

La crise climatique, dont l'opinion publique mondiale n'a pas encore pris conscience de toute la gravité, est, selon les experts du GIEC (Groupe international des experts du climat), le résultat de l'activité humaine. Nicolas Sterne, ancien collaborateur de la Banque Mondiale, n'hésite pas à dire que " les changements climatiques sont le plus grand échec de l'histoire de l'économie de marché. " En effet, ici comme précédemment, la logique du capital ne connaît pas les " externalités ", sauf quand elles commencent à réduire les taux de profit.

L'ère néolibérale, qui fit croître ces derniers, coïncide

également avec une accélération des émissions de gaz à effet de serre et du réchauffement climatique.

L'accroissement de l'utilisation des matières premières et celui des transports, tout comme la dérégulation des mesures de protection de la nature, augmentèrent les dévastations climatiques et diminuèrent les capacités de régénération de la nature. Si rien n'est dans un proche avenir, de 20 % à 30 % de toutes les espèces vivantes pourraient disparaître d'ici un quart de siècle. Le niveau et l'acidité des mers augmenteront dangereusement et l'on pourrait compter entre 150 et 200 millions de réfugiés climatiques dès la moitié du XXI^e siècle.

C'est dans ce contexte que se situe la crise sociale. Développer spectaculairement 20 % de la population mondiale, capable de consommer des biens et des services à haute valeur ajoutée, est plus intéressant pour l'accumulation privée à court et moyen terme que répondre aux besoins de base de ceux qui n'ont qu'un pouvoir d'achat réduit ou nul.

En effet, incapables de produire de la valeur ajoutée et n'ayant qu'une faible capacité de consommation, ils ne sont plus qu'une foule inutile, tout au plus susceptible d'être l'objet de politiques assistentielles. Le phénomène s'est accentué avec la prédominance du capital financier. Une fois de plus, la logique de l'accumulation a prévalu sur les besoins des êtres humains.

Tout cet ensemble de dysfonctionnements débouche sur une véritable crise de civilisation, caractérisée par le risque d'un épuisement de la planète et d'une extinction du vivant, ce qui signifie une véritable crise de sens. Alors, des régularisations ? Oui, si elles constituent les étapes d'une transformation radicale et permettent une sortie de crise qui ne soit pas la guerre, non, si elles ne font que prolonger une logique destructrice de la vie. Une humanité qui renonce à la raison et délaisse l'éthique perd le droit à l'existence.

Une conviction

Certes, le langage apocalyptique n'est pas porteur d'action. Par contre, un constat de la réalité peut conduire à réagir. La recherche et la mise en oeuvre d'alternatives sont possibles, mais pas sans conditions. Elles supposent d'abord une vision à long terme, l'utopie nécessaire ; ensuite des mesures concrètes échelonnées dans le temps et enfin des acteurs sociaux porteurs des projets, au sein d'un combat dont la dureté sera proportionnelle au refus du changement. La vision de long terme peut s'articuler autour de quelques axes majeurs.

En premier lieu, un usage renouvelable et rationnel des ressources naturelles, ce qui suppose une autre philosophie du rapport à la nature : non plus l'exploitation sans limite d'une matière, en l'occurrence objet de profit, mais le respect de ce qui forme la source de vie. Les sociétés du socialisme dit réel n'avaient guère innové dans ce domaine.

Ensuite, privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange, ce qui signifie une autre définition de l'économie : non plus la production d'une valeur ajoutée, source d'accumulation privée, mais l'activité qui assure les bases de la vie, matérielle, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains à travers le monde. Les conséquences logiques en sont considérables. A partir de ce moment, le marché sert de régulateur entre l'offre et la demande au lieu d'accroître le taux de profit de minorité. Le gaspillage des matières premières et de l'énergie, la destruction de la biodiversité et de l'atmosphère, sont combattus, par une prise en compte des " externalités " écologiques et sociales. Les priorités dans la production de biens et de services changent de logique.

Un troisième axe est constitué par une généralisation de la démocratie, pas seulement appliquée au secteur politique, par une démocratie participative, mais aussi au sein du système

économique, dans toutes les institutions et entre les hommes et les femmes. Une conception participative de l'Etat en découle nécessairement, de même qu'une revendication des droits humains dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives. La subjectivité retrouve une place.

Enfin, le principe de la multiculturalité vient compléter les trois autres. Il s'agit de permettre à tous les savoirs, même traditionnels, de participer à la construction des alternatives, à toutes les philosophies et les cultures, en brisant le monopole de l'occidentalisation, à toutes les forces morales et spirituelles capables de promouvoir l'éthique nécessaire. Parmi les religions, la sagesse de l'hindouisme dans le rapport à la nature, la compassion du bouddhisme dans les relations humaines, la quête permanente de l'utopie du judaïsme, la soif de justice dans le courant prophétique de l'islam, les forces émancipatrices d'une théologie de la libération dans le christianisme, le respect des sources de la vie dans le concept de la terre-mère des peuples autochtones de l'Amérique latine, le sens de la solidarité exprimé dans les religions de l'Afrique, sont des apports potentiels importants, dans le cadre, évidemment, d'une tolérance mutuelle garantie par l'impartialité de la société politique.

Utopies que tout cela ! Mais le monde a besoin d'utopies, à condition qu'elles se traduisent dans la pratique. Chacun des principes évoqués est susceptible d'applications concrètes, qui ont déjà fait l'objet de propositions de la part de nombreux mouvements sociaux et d'organisations politiques. Le nouveau rapport à la nature signifie entre autres, la récupération par les Etats de la souveraineté sur les ressources naturelles et leur non-appropriation privée ; l'arrêt des monocultures et la remise en valeur paysanne, la ratification, l'approfondissement des mesures de Kyoto et de Bali sur le climat.

Privilégier la valeur d'usage entraîne la non-marchandisation

des éléments indispensables à la vie : les semences, l'eau, l'éducation ; le rétablissement des services publics ; l'abolition des paradis fiscaux ; la suppression du secret bancaire ; l'annulation des dettes odieuses des Etats du Sud ; l'établissement d'alliances régionales, sur base non de compétitivité, mais de complémentarité et de solidarité ; la création de monnaies régionales, l'établissement de multipolarités et bien d'autres mesures encore. La crise financière constitue l'occasion unique de mettre ces mesures en application.

Démocratiser les sociétés passe par l'organisation de la participation locale, y compris dans la gestion de matières économiques et va jusqu'à la réforme des Nations-Unies. La multiculturalité s'exprime par l'abolition des brevets sur le savoir, par la libération de la science de l'emprise des pouvoirs économiques, par la suppression des monopoles de l'information, par l'établissement de la liberté religieuse.

Mais qui sera porteur de ce projet ? Il est vrai que le génie du capitalisme est de transformer ses propres contradictions en opportunités. " How global warming can make you wealthy ?" ("Comment le réchauffement terrestre peut vous enrichir ?"), lisait-on dans une publicité de US Today du début 2007. Le capitalisme pourra-t-il aller jusqu'à renoncer à ses propres principes ? Evidemment non. Seul un nouveau rapport de pouvoir y parviendra, ce qui n'exclut pas le ralliement de certains acteurs économiques contemporains. Mais une chose est claire : le nouvel acteur historique porteur des projets alternatifs est aujourd'hui pluriel. Ce sont les ouvriers, les paysans sans terre, les peuples indigènes, les femmes premières victimes des privatisations, les pauvres des villes, les militants écologistes, les migrants, les intellectuels liés aux mouvements sociaux. Leur conscience d'acteur collectif commence à émerger. La convergence de leurs organisations en est seulement à ses débuts et manque encore souvent de relais politiques. Certains Etats, notamment en

Amérique latine, ont déjà créé des conditions pour que des alternatives voient le jour. La durée et l'intensité des luttes de ces acteurs sociaux dépendront de la rigidité du système en place et de l'intransigeance de ses protagonistes. Offrez-leur donc au sein de l'Organisation des Nations-Unies un espace pour qu'ils puissent s'exprimer et présenter leurs alternatives. Ce sera votre contribution au renversement du cours de l'histoire, indispensable pour que le genre humain retrouve un espace de vie et puisse ainsi reconstruire l'espérance.

François Houtard.